

Gouvernance de proximité

Un gouvernement qui coupe drastiquement la concertation n'est pas crédible

Amos, le 7 décembre 2016 – Au moment où le gouvernement libéral dépose son projet de loi sur la gouvernance de proximité, le député d'Abitibi-Ouest et vice-président de l'Assemblée nationale, François Gendron, ainsi que le porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement des régions et de décentralisation, Sylvain Gaudreault, dénoncent leur bilan désastreux en ce qui a trait à la concertation régionale.

« En début de mandat, la première chose que ce gouvernement a faite pour les municipalités du Québec, c'est de leur couper 300 M\$ annuellement. Aujourd'hui, ce même gouvernement se présente devant nous en disant qu'il investit 100 M\$ pour le développement économique régional. Cette somme représente à peine le tiers des compressions imposées; c'est insuffisant pour les régions qui se battent pour dynamiser leur milieu », a déclaré François Gendron.

Le député d'Abitibi-Ouest est très surpris des déclarations du ministre des Affaires municipales, Martin Coiteux, ce matin, sur les ondes de l'émission Des matins en or, qui se vantait de donner aux municipalités la possibilité de se concerter. *« Le gouvernement libéral a mis la hache dans les conférences régionales des élus qui faisaient un travail exemplaire. Qu'il ne vienne surtout pas nous parler de concertation maintenant. Ils n'ont absolument aucune crédibilité à ce niveau », a-t-il rappelé.*

« Le bilan libéral pour les régions du Québec est tout simplement désastreux. Le gouvernement a d'abord privé le Québec d'un réseau de centres locaux de développement qui rassemblait plus de 3 000 bénévoles œuvrant à l'avancement économique de nos régions. Puis, les ententes spécifiques relatives aux conférences régionales des élus représentaient des centaines de millions de dollars en retombées qui étaient gérés par et pour nos régions. Enfin, les dossiers du bois d'œuvre, du transport interurbain, des forêts de proximité et de l'érosion des berges ne sont que quelques exemples d'enjeux qui sont sur les tablettes des ministères à Québec », a ajouté Sylvain Gaudreault.

« Ce n'est pas étonnant que ce gouvernement ait un si mauvais bilan pour les régions du Québec : comment pouvez-vous bien saisir la réalité régionale lorsque votre ministre du Développement économique régional et vos ministres responsables des Laurentides et de la Côte-Nord proviennent de Montréal et que votre ministre responsable de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est un député d'une circonscription de Québec? Avec de telles nominations, qui se lève, au Conseil des ministres, pour porter la voix des régions? Qui comprend réellement leur réalité? », a conclu Sylvain Gaudreault.

Source :

Mathieu Proulx
Attaché de presse du député d'Abitibi-Ouest, François Gendron
819 444-5007